

A portrait of Hassan Rohani, the 7th President of Iran, wearing a white turban and a dark suit, speaking at a podium. The background shows the Iranian flag and a circular emblem of the Office of the President of the Islamic Republic of Iran.

L'Iran sous la présidence Rohani: faux espoirs ?

cahier de la pensée mili-Terre

Le Chef de bataillon Thomas GRASSER

publié le 17/06/2018

Histoire & stratégie

L'élection en juin 2013 d'Hassan Rohani à la présidence de la République islamique d'Iran (RII) contribue à renforcer l'emprise du régime en place. Ce régime, fondé sur le concept théocratique du velayat-e faqih^[1], profite sur le plan extérieur de l'image majoritairement positive du nouveau président, en Occident comme en Iran. Sur le plan intérieur, Hassan Rohani risque toutefois de devenir le bouc émissaire du Guide suprême Ali Khameneï, tant les défis qui attendent le nouvel exécutif paraissent délicats à relever dans les quatre ans à venir.

[1] La «tutelle du jurisconsulte», qui consacre la prédominance politique du haut clergé à travers la fonction centrale de Guide suprême, occupée actuellement par l'ayatollah Ali Khameneï.

Vers une normalisation des relations de l'Iran avec la communauté internationale, une tendance bénéfique pour le régime en place

L'élection d'Hassan Rohani coïncide avec une politique de détente qui ne doit toutefois pas occulter la réalité des ambitions de puissance régionale de l'Iran. Cette politique étrangère, mise en œuvre par le nouveau président, reste fondamentalement liée à la volonté du Guide suprême.

- Des signes évidents de détente

Les conférences qui se sont tenues respectivement aux mois de septembre et de novembre 2013 à Genève illustrent l'assouplissement de la position iranienne sur le

dossier nucléaire. Téhéran a fini par accepter une limitation du processus d'enrichissement de l'uranium, ainsi qu'un durcissement du régime de contrôle exercé par l'agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA). La réouverture par l'Iran et le Royaume-Uni de leurs ambassades respectives constitue par ailleurs un symbole marquant de cette amorce de normalisation des relations qu'entretient Téhéran avec les principales capitales occidentales. Après dix ans de blocage diplomatique au sujet des questions nucléaires, l'image d'Hassan Rohani est désormais associée directement à une politique iranienne renouvelée.

Cette détente intervient à un moment où la conjoncture internationale favorise le régime iranien. En effet, Barack Obama trace actuellement les lignes directrices de son second mandat, aspirant à des succès tangibles au grand Moyen-Orient[1], à la suite des déconvenues américaines dans les tentatives de stabilisation de l'Irak et de l'Afghanistan. De ce fait, des opportunités se présentent au régime iranien, qui lui imposent d'assouplir son image sur la scène internationale. À ce titre, le résultat des conférences de Genève est encourageant. Il est toutefois nécessaire de rappeler que dès 2003, alors qu'Hassan Rohani était responsable des négociations sur le dossier nucléaire, l'Iran avait déjà signé un protocole additionnel de vérification, mais ces espoirs d'un modus vivendi durable s'étaient ensuite évanouis[2]. Hassan Rohani avait alors subi les critiques acerbes du camp conservateur pour sa naïveté, critiques d'ailleurs largement reprises lors de la dernière campagne présidentielle. Ainsi, non seulement le nouveau président ne remettra pas en cause le cœur de la politique iranienne de puissance, mais il contribuera plutôt à la légitimer.

- Sur le fond, le maintien d'une politique de puissance régionale

Même si les signes de détente évoqués précédemment appellent à davantage d'optimisme, la position de puissance régionale dominante revendiquée par l'Iran reste sa priorité absolue. Cette politique de puissance, que le nouveau président va contribuer à asseoir, repose clairement sur deux axes.

Le premier de ces axes est la recherche d'une influence accrue au Levant et au Moyen-Orient. Deux exemples soulignent de manière emblématique cette politique d'influence. Il s'agit en premier lieu de l'entrisme iranien dans les affaires internes irakiennes, à travers le soutien étroit apporté au Premier ministre chiite Nouri al Maliki. En second lieu, cette politique d'influence se manifeste par l'aide militaire et financière accordée à l'État syrien[3] englué dans une guerre civile. À moyen terme, la politique syrienne de Téhéran vise à éviter que les forces radicales sunnites, qui haïssent l'Iran chiite, prennent davantage d'ampleur. Mais à plus long terme, l'objectif est probablement de garantir la liberté d'action et d'influence de l'Iran sur le couloir menant aux rives de la Méditerranée via l'Irak et la Syrie. Cet objectif est intéressant sur les plans économique et symbolique. Il s'inscrit dans une rivalité appelée à durer avec la Turquie, l'Arabie saoudite et, dans une moindre mesure, l'Égypte. En permettant au régime syrien de se maintenir jusqu'aux élections présidentielles de 2014, Téhéran aura alors remporté la première étape de son pari sur l'avenir.

Le deuxième axe se fonde quant à lui sur la politique nucléaire. Dans cette politique, les aspects civils et militaires du programme paraissent intrinsèquement liés, comme ils pouvaient l'être pour la France lors de la création du commissariat à l'énergie atomique. L'animosité suscitée au Moyen-Orient par la politique israélienne constitue en outre, pour

le régime de Téhéran, un prétexte dans son entreprise de développement nucléaire. Thérèse Delpech écrivait ainsi en 2006 que «(...) si Israël n'est pas la cause du programme nucléaire iranien, il représente pour l'Iran une excellente explication à fournir à la région[4]». A travers ce programme, l'Iran souhaite acquérir des outils au service de ses ambitions régionales. De ce fait, il serait prématuré de considérer que les avancées enregistrées à Genève constituent un infléchissement durable de la position de Téhéran, d'autant que les carences techniques de l'industrie de pointe iranienne ont besoin de temps pour être comblées. De ce fait, un ralentissement du programme permet d'assouplir les sanctions internationales et de se concentrer sur la modernisation du tissu industriel national. Pour le régime, ce calcul est rationnel.

- La politique extérieure d'Hassan Rohani, une action de mise en œuvre subordonnée aux choix du Guide suprême Ali Khameneï

Le système politique, formalisé par la constitution de la RII et consacré par la pratique, fait du Guide suprême la seule autorité apte à définir les orientations stratégiques du pays. Ces orientations sont ensuite mises en œuvre par le gouvernement placé sous la tutelle du président, mais aussi par des hautes administrations d'État comme le conseil suprême de la sécurité nationale, dont Hassan Rohani a été le secrétaire général par le passé. La politique extérieure iranienne évolue donc lorsque le Guide suprême le décide, même si le président propose des solutions et conduit ensuite la politique élaborée au niveau supérieur. L'hebdomadaire Al-mushahid Assiyassi, dans un article très intéressant du mois d'août 2013 analysant les principaux défis auxquels est confronté Hassan Rohani, montre que le Guide suprême reste quoi qu'il arrive «le maître de la décision finale»[5]. Les commentaires critiques du Guide suprême au sujet de la conversation téléphonique symbolique entre Barack Obama et Hassan Rohani au mois de septembre 2013 sont là pour rappeler la hiérarchie des pouvoirs. Les critiques formulées sur le même sujet par le commandant en chef du corps des gardiens de la révolution, organisation militaire héritée de la révolution pesant à la fois sur la politique extérieure et sur les structures économiques du pays, confirment que le président iranien est soumis à des forces internes diverses qui veillent à encadrer son action.

La politique étrangère de l'ère Rohani, qui est devenue synonyme d'ouverture, concorde pour l'instant avec les intérêts du régime au plan international. Sur le plan interne, le président suscite également des espoirs importants, mais c'est à ce niveau que les risques sont les plus élevés pour la suite de son parcours politique.

Les défis d'Hassan Rohani en matière de politique intérieure, un risque élevé pour son image auprès du peuple iranien

- Le défi économique

En politique intérieure, le défi majeur d'Hassan Rohani réside dans le sauvetage d'une économie exsangue. Ce défi est probablement le plus important pour l'avenir du nouveau

président, mais également le plus délicat, dans la mesure où l'Iran cumule des facteurs de faiblesse économique. Liée en grande partie au régime des sanctions internationales affectant le pays, cette faiblesse se traduit principalement par une inflation chronique avoisinant 40% pour l'année 2013 et une perte de valeur de la monnaie nationale, même si cette tendance pourrait favoriser les exportations à une période où un assouplissement progressif du régime des sanctions est en cours. Quoi qu'il en soit, la donnée la plus inquiétante reste peut-être celle du chômage des jeunes qui a atteint 28%[6]. Dans une société ayant achevé sa transition démographique, mais où la part des jeunes par rapport à la population globale est bien plus élevée qu'en Europe occidentale, ce facteur risque d'entamer rapidement le crédit dont bénéficie Hassan Rohani s'il n'inverse pas significativement la tendance.

Le choix de Bijan Zanganeh pour diriger le ministère du Pétrole montre que la politique économique en général et la politique énergétique en particulier figurent parmi les priorités hautes du président Rohani. En effet, Bijan Zanganeh dispose d'une solide expérience dans ce domaine. Il a servi dans différents gouvernements et a été ministre du Pétrole de Mohammad Khatami à compter de 1997. La proximité de Bijan Zanganeh avec le mouvement vert aurait pu l'empêcher d'obtenir un ministère. Mais si cette proximité lui a été reprochée par les rangs conservateurs au mois d'août 2013 au moment où le Parlement s'est prononcé sur chacune des personnalités proposées par Hassan Rohani pour occuper un ministère[7] elle ne l'aura finalement pas laissé de côté. Dans le domaine énergétique, l'Iran dispose d'un immense potentiel gazier et pétrolier, dont l'optimisation se heurte actuellement à deux écueils. Le premier est celui des sanctions internationales, qui ont limité le nombre des clients du pays dont le principal demeure la Chine. Le deuxième concerne le sous-développement de l'industrie de raffinage iranienne, qui contraint le pays à exporter des hydrocarbures à très faible valeur ajoutée.

- Le défi social

En 2007 paraissait un ouvrage de Thierry Coville intitulé «L'Iran, la révolution invisible» consacré aux évolutions traversant la société civile, qui est aujourd'hui bien différente de celle de 1979. Ainsi, l'auteur constate que «la légitimité démocratique remise à l'honneur par Mohammad Khatami est devenue, contrairement aux apparences, une donnée importante du système politique»[8]. La manière dont se déroulent les élections locales et dont s'est déroulée la dernière élection présidentielle confirme cette idée. Le refus d'Ali Khameneï de prendre parti pour un quelconque candidat montre qu'il a bien pris en compte la valeur du fait démocratique dans le système politique iranien contemporain. Certes, Hassan Rohani est bien «Mister Nobody», comme le souligne Bernard Hourcade[9]. Cette expression minimise la singularité de la victoire de Rohani qui, comme chacun des autres candidats, a été jugé compatible avec le système, à défaut de quoi sa candidature aurait été invalidée par le conseil des gardiens de la révolution. Cependant, la campagne présidentielle, dont le résultat s'est dessiné dans les trois derniers jours avant le scrutin, a été conforme aux canons démocratiques. Ce résultat a en outre surpris l'ensemble des analystes politiques, et probablement le Guide suprême lui-même.

Ali Khameneï a donc fait le choix de profiter de l'élan provoqué par la victoire d'Hassan Rohani pour opérer une inflexion significative de la politique étrangère du pays et pour montrer qu'il avait bien saisi les attentes et les changements d'une société iranienne lassée par les difficultés économiques. La présidence Rohani constitue dès lors un atout cardinal pour le régime, dans la mesure où elle laisse voir des qualités d'ouverture et de

pragmatisme, bénéfiques aussi bien sur le plan international que sur le plan interne. En effet, la méthode Rohani change du radicalisme de Mahmoud Ahmadinejad, même si le nouveau président ne remet aucunement en cause le système. Cette alternance marquée, en tout cas du point de vue du style, intervient donc au bon moment pour l'Iran et risque paradoxalement de renforcer les bases du régime. En effet, ce régime a tiré les leçons des vagues contestatrices qui ont secoué les pays voisins. Il saura, le moment venu, imputer au président les échecs économiques et sociaux à venir.

L'élection d'Hassan Rohani à la présidence de la RII contribue à renforcer l'assise du régime en place. Profitant de l'image positive du nouveau président en Occident comme en Iran, le Guide suprême mène avec habileté les réformes indispensables au régime et à ses ambitions pour l'Iran.

[1] La conception américaine du grand Moyen-Orient est extensive et englobe notamment le Maghreb et l'Asie centrale.

[2] Hassan Rohani avait obtenu du régime que le protocole soit appliqué avant même d'être ratifié au Parlement, mais l'application de l'accord ne dura pas plus d'un an et demi, du fait de la détérioration des relations diplomatiques.

[3] Le corps des gardiens de révolution (Sépah-é Pâsdârân) met en œuvre cette aide par des actions militaires et d'influence coordonnées avec le Hezbollah libanais, ainsi que par un soutien logistique.

[4] Thérèse Delpech «L'Iran, la bombe et la démission des nations», 2006, p.28, éditions Autrement.

[5] Al-mushahid Assiyassi, Volume (17) Iss 902/11-17 août 2013, p. 24.

[6] Al-mushahid Assiyassi, Volume (17) Iss 902/11-17 août 2013, p. 24.

[7] Ce n'est pas le gouvernement en tant que bloc qui doit bénéficier d'un vote de confiance du Parlement, mais bien chaque ministre potentiel, dont la nomination est validée ou non par la représentation nationale.

[8] Thierry Coville «L'Iran, la révolution invisible», 2007, p. 126.

[9] Bernard Hourcade a employé cette expression lors d'une conférence qui s'est tenue le 24 octobre 2013 à l'École normale supérieure.

Le Chef de bataillon Thomas GRASSER est issu de l'arme du génie. Il a servi comme chef de section au 2^{ème} régiment du génie ainsi qu'aux Écoles de Coëtquidan puis comme commandant de compagnie au 19^{ème} régiment du génie. Lauréat de la session 2013 du concours de l'École de guerre, il suit depuis le mois de septembre 2013 un cursus d'arabe et de persan à l'Institut national des langues et civilisations orientales.

Titre : le Chef de bataillon Thomas GRASSER

Auteur(s) : le Chef de bataillon Thomas GRASSER

Date de parution 01/06/2018
